

Les Élités Politiques et la Ville: Le réseau urbain du Goiás dans les domaines portugais de l'Amérique

*Political Elites and the City: The urban network of Goiás in
the areas of Portuguese America*

Fernando Lobo Lemes

Doutor em História. Université
Sorbonne Nouvelle/Paris III

fernandolobolemes@gmail.com

LEMES, Fernando Lobo. Les Élités Politiques et la Ville: Le réseau urbain du Goiás dans les domaines portugais de l'Amérique. *FRONTEIRAS: Journal of Social, Technological and Environmental Science*, Anápolis-Goiás, v.3, n.2, jul.-dez. 2014, p.211-233.

Resumé

Dans cet article nous proposons d'analyser les mécanismes utilisés pour les élites politiques de Vila Boa qui ont comme but élargir leurs pouvoirs à l'intérieur de la ville. Envisageant cet objectif, la stratégie mise en scène pour les officiers municipaux considère surtout les mécanismes de pression sur les économies des autres noyaux urbains, éparpillés sur le territoire du Goiás pendant le XVIII^e siècle. Autour de cette configuration, il est indispensable élargir notre champ d'observation afin de comprendre les événements et les relations tissées dans le champ politique du Goiás. En fait, un vrai réseau urbain s'ouvrait avec toutes les possibilités virtuelles de domination économique, s'ajoutant aux autres activités qui agissaient en tant qu'éléments attractifs pour les groupes politiques locaux. En d'autres termes, les élites politiques de Vila Boa de Goiás retenaient le contrôle d'un centre décisif d'influence basé sur le modèle d'organisation des pouvoirs locaux adopté dans les domaines portugais de l'Amérique.

Mots-Clés: Élités Politiques; Réseau Urbain du Goiás; Portugais de l'Amérique.

Abstract

In this article we propose to analyse the mechanisms used for the political elites of Vila Boa, which had the intent to expand their powers within the city. Considering this objective, the strategy of the municipal officers includes some special mechanisms of pressure on the economies of other urban cores, spread on the territory of Goiás

during the 18th century. Around this configuration, it is necessary to broaden our field of observation to understand the events and relationships woven into the political field of Goiás. In fact, a real urban network opened with all virtual possibilities of economic domination, in addition to other activities that were acting as attractive elements for local political groups. In other words, the political elites of Vila Boa de Goiás retained control of a decisive influence centre based on a model of local organisation authorities adopted in the areas of the Portuguese America

Keywords: Political Elites; Urban Network of Goiás; Portuguese America.

Cependant, peu à peu, l'espace a été saisi. Toute ville ébauchée, si modeste soit-elle, est un point gagné; toute ville qui grossit une victoire modeste, mais une victoire. De même, tout chemin reconnu signifie un progrès, condition d'autres progrès... (Fernand Braudel)¹

L' historiographie actuelle, notamment celle produite au Portugal et au Brésil, dispose d'informations sur les mines et la capitainerie du Goiás presque toujours à partir d'une image construite à travers la notion de décadence², ce qui nous renvoie à une construction historiographique qui suppose, fréquemment, une région inhospitalière et presque désertique, aux prises avec la baisse de la production de l'or produit dans les mines du Goiás.

Nous ne voulons pas ici déconstruire cette notion de décadence qui, en fait, a considérablement marqué son histoire postérieure³. Il s'agit, au contraire, de permettre de voir au moins une partie de la complexité présente dans les relations quotidiennes de pouvoir qui ont eu lieu dans les mines et la capitainerie du Goiás, pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle.

Néanmoins, même au-delà des limites imposées par l'image de la décadence et, en admettant la petite importance des mines du Goiás dans le contexte de l'Amérique portugaise, nous ne pouvons pas sous-estimer le volume considérable de documents⁴ afférents aux mouvements politiques et économiques qui ont eu lieu à l'intérieur de la capitainerie à partir de son plus important noyau urbain: Vila Boa de Goiás⁵.

Devant ce tableau et en considérant la vitalité politique de la société des mines du Goiás à la fin du XVIII^e siècle, quelques questions peuvent être posées. Malgré la réduction considérable de la production aurifère, caractéristique de la période, et les limites de l'économie locale, peu attractive en fonction de sa basse rentabilité, quels autres facteurs auraient agi pour attirer les élites locales et les autorités plus directement liées à la couronne⁶, en maintenant vivants leurs intérêts par

l'occupation des charges existantes dans la capitainerie et, très spécialement, ceux offerts par la de Vila Boa de Goiás?

Si les salaires des conseillers municipaux (*vereadores*) se trouvaient bloqués⁷, ce qui indique l'absence de rémunération pour les juges ordinaires et les officiers municipaux, d'autres mécanismes auraient-ils exercé une force d'attraction pour que Vila Boa de Goiás reste extrêmement vif en tant qu'espace de disputes politiques entre différents groupes présents dans la ville?⁸

Si les descriptions des voyageurs européens, fréquents dans les premières décennies du XIX^e siècle, peignent en noir le « triste » tableau économique et social des mines et capitainerie du Goiás⁹, l'analyse des documents qui enregistrent les relations politiques semble indiquer une autre réalité, un peu différente de tels récits, en permettant même d'entrevoir des conditions suffisamment diverses. Cette constatation nous amène à projeter sur l'écran quotidien de son histoire la vision d'une capitainerie encore séduisante, du point de vue économique. Apparemment, la conscience que le Senado da Câmara de Vila Boa de Goiás conservait un rôle très important en tant qu'espace de négociation, d'articulation et de représentation au cœur de la monarchie portugaise, prêtait un poids significatif à leurs décisions politiques, ce qui rendait leurs charges considérablement désirées parmi les acteurs politiques locaux.

D'autre part, si l'action politique du *Senado da Câmara* a été progressivement restreinte en fonction des décisions politiques et administratives de la couronne, ce qui pourrait, de même, avoir provoqué une diminution de l'intérêt à l'accès aux charges municipales, l'autonomie, dans le contexte du gouvernement, du contrôle et d'administration de la ville, est restée pratiquement inchangée. De cette façon, l'exercice du droit d'administrer la ville aurait aussi corroboré un vivant intérêt des élites locales à occuper, stratégiquement, les charges et les offices municipaux.

Mais au-delà de cette situation, nous connaissons aujourd'hui l'importance de l'instance politique et sa fonction dans les sociétés d'Ancien Régime¹⁰. Cela veut dire que le contrôle des procédures et relations politiques pouvait conférer la possibilité d'accès aux sphères des activités économiques. Ainsi, si nous faisons confiance aux actions et attitudes prises en compte par les protagonistes politiques des mines et capitainerie du Goiás, nous sommes amenés à reconnaître qu'eux aussi n'ignoraient pas cette vérité.

Dans ce sens, c'est exactement en faisant l'utilisation appropriée du pouvoir dont ils disposaient, que les élites politiques de Vila Boa ont cherché à élargir la portée de leurs actions en ajoutant à leurs stratégies d'augmentation des revenus, ressources et pouvoirs à l'intérieur de la *vila*,

des mécanismes de pression sur les économies des autres noyaux urbains éparpillés sur le territoire de la capitainerie. Autour de cette configuration, il est indispensable d'élargir notre champ d'observation, dans le temps et dans l'espace, afin de comprendre les événements qui prôtaient de l'importance aux charges municipales et aux relations politiques tissées dans les mines du Goiás. En fait, un vrai réseau urbain s'ouvrait avec toutes les possibilités virtuelles du domaine économique, s'ajoutant aux autres activités qui agissaient en tant qu'éléments attractifs pour les groupes politiques locaux. En d'autres termes, les élites politiques de Vila Boa de Goiás retenaient le contrôle d'un centre décisif de pouvoir et d'influence basé sur le modèle d'organisation des pouvoirs locaux adopté dans les domaines portugais de l'Amérique.

Vila Boa de Goiás dans le contexte du monde luso-brésilien

Dans les domaines coloniaux portugais de l'Amérique, avec le changement de l'axe économique du nord-est sucrier vers le centre-sud du continent et la découverte de l'or et de diamants en grandes quantités, les concentrations humaines ont pu prendre des dimensions de vrais réseaux urbains¹¹. Le transfert de la capitale administrative de São Salvador vers Rio de Janeiro a été mis en place seulement avec le développement de l'économie d'exploitation de l'or à Minas Gerais et Goiás. Dans ce tableau, la découverte des grands gisements d'or a provoqué un processus d'occupation territoriale qui a eu comme résultat le contrôle de toute la région centrale de l'Amérique pour la couronne portugaise, jusqu'à la frontière ouest, en établissant ses bases au Mato Grosso et à Goiás, à partir d'un réseau de villes placées stratégiquement.

Pendant le XVIII^e siècle, une double mutation¹² indique deux catégories de transformations qui ont modifié considérablement l'apparence de l'Amérique portugaise: une mutation spatiale, résultat d'une rapide et véritable expansion territoriale dans la colonie, notamment au centre-sud et centre-ouest; et une mutation économique et démographique, conséquence des découvertes, suivie d'une rapide et forte dispersion du peuplement vers les régions d'exploitation d'or et de diamants.

Du point de vue de la couronne portugaise, les distances presque insurmontables et le temps – conditionné par le rythme particulier de ses institutions politiques et administratives – imposaient des réponses nécessaires aux mouvements démographiques, sociaux et économiques. À la création de nouvelles capitaineries s'ajoutait la nécessité d'adoption d'autres mesures de circonstance comme la création de villes et l'installation d'agents de la couronne auprès des noyaux de peuplement et d'extraction minière, en tant que mécanismes de contrôle et surveillance des droits réels.

Animée d'un dynamisme extraordinaire, une foule considérable affluait en direction des Mines des Goyazes. Dix ans après le début des activités d'exploration d'or, étaient déjà installées dans la région du Goiás à peu près 20 000 personnes, en ouvrant des chemins, en établissant des noyaux urbains et en mettant en activité une partie significative de son immense territoire. Après la création de la capitainerie¹³ 1750, sa population avait déjà atteint environ 40 000 habitants. En 1781, d'après les informations du gouverneur Luis da Cunha Meneses, il y avait à Goiás une population de 58 829 habitants et, en 1783, de 59 287 personnes¹⁴.

Les données que nous avons réunies à partir d'un tableau adressé par le gouverneur Tristão da Cunha Meneses en 1792, indiquent une population de 60 428 habitants¹⁵, révélant un peuplement encore croissant, bien que dans un rythme plus lent. Au cœur de cette conjoncture, le noyau économique et politique essentiel, Vila Boa de Goiás concentrait, en 1792, plus de 22 % de la population de la capitainerie, avec 13 312 habitants, soit 8 840 hommes et 4 472 femmes. De la population totale, 8 568 avaient la condition de noirs captifs, c'est-à-dire plus de la moitié des habitants (64 %), montrant une présence de main-d'œuvre esclave, ce qui peut révéler une activité économique considérable, même dans la dernière décennie du XVIII^e siècle.

Résultat de l'expansion en direction à l'ouest, fille de l'intérêt pour l'or, mais en même temps reflet d'une mutation spatiale et démographique qui a conféré une nouvelle signification aux régions centrales de l'Amérique portugaise, Vila Boa de Goiás a été pensée et planifiée à partir des nécessités essentielles de contrôle de l'empire portugais.

En fait, à travers la stimulation à la fondation des villes, le roi du Portugal avait l'intention de renforcer sa présence stratégique dans la frontière ouest de l'Amérique portugaise. Au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle, on a assisté à l'occupation de la région et à l'établissement des bases matérielles de la monarchie portugaise en face du territoire espagnol¹⁶.

À la lumière de ce raisonnement, l'intérêt de la monarchie portugaise pour le contrôle et l'expansion vers l'ouest du continent, en stimulant l'occupation stratégique de ce territoire, semble évidente. Vila Boa de Goiás, constituerait, ainsi, un centre avancé à l'ouest – placé à proximité de la ligne définie par le Traité de Tordesilhas – qui, non seulement fonctionnait en tant que centre d'une structure fiscale et administrative viabilisant l'extraction de l'or dans les mines de Goiás, mais agissait, aussi, comme un point d'aide stratégique soutenant du point de vue matériel, humain et financier, l'avance progressive de cette dernière frontière coloniale¹⁷, dans la région ouest de l'Amérique.

De cette façon, nous ne devons pas négliger l'importance de Vila Boa de Goiás dans le contexte du monde luso-brésilien. D'après la définition que Maria Fernanda Bicalho¹⁸ prête aux contours de la ville coloniale, nous pouvons la voir comme un territoire de disputes entre des projets politiques et d'intérêts économiques, noyau organisateur du dialogue produit entre la société locale et le roi, dont le sommet serait ancré dans l'action des officiers municipaux. Espace de convergence et de représentation d'intérêts de groupes politiques locaux, Vila Boa s'avérait comme un noyau stratégique de contrôle dans le processus de la colonisation¹⁹.

Bien que la production aurifère n'ait pas mis en scène de techniques avancées d'exploration, en se limitant à l'extraction de l'or à la surface du sol, les relations de marché établies sur les paysages des mines et capitainerie de Goiás ont aussi intégré les flux et mouvements commerciaux établis par les régions tournées vers le commerce d'outre-mer, à travers l'océan Atlantique, et les routes qui les reliaient aux villes localisées à l'intérieur de l'Amérique. Il s'agissait de vraies chaînes commerciales intégrées par des voies de communication terrestres et fluviales, où traversaient des *tropeiros*, négociants et acheteurs de bétail des différents points du Brésil, notamment du centre-sud et nord-est, principaux marchés fournisseurs de produits aux régions minières²⁰.

Dans ce sens, parmi les villes de l'Amérique portugaise, la situation de Vila Boa de Goiás a eu un rôle important dans le contexte de la monarchie portugaise. Bien que sa population reste relativement peu nombreuse, Mary Karasch²¹ accorde une considération importante à Vila Boa, comme étant un noyau significatif. Elle observe que l'attention des agents du Tribunal des Comptes à Lisbonne était attirée par rapport à Goiás qui, en 1775, était le deuxième producteur de l'or de l'Amérique portugaise et la cinquième capitainerie la plus riche du Brésil. Vila Boa était aussi un centre administratif avec juridiction sur une vaste région et, en plus, un entrepôt essentiel dans le commerce pour Vila Bela et, à travers les fleuves Araguaia et Tocantins, en direction de Belém. Sans être un siège épiscopal, Vila Boa jouait aussi un rôle significatif en tant que centre religieux.

En fait, quand on parle de Vila Boa de Goiás, les références ne doivent pas nous tromper: il s'agit d'un espace marqué par les altérités et conflits, dont l'influence allait au-delà des simples frontières de la *vila* en tant que noyau spatial urbain. Jusqu'au début du XIX^e siècle, plus précisément jusqu'en 1809, elle a été la seule *vila* érigée, par ordonnance du roi, dans toute la capitainerie du Goiás, dont l'étendue du territoire se trouvait complété par diverses *arraiais*²².

Le pouvoir d'une ville: un réseade noyaux urbains intégrés

Cette diversité d'*arraiais* qui fleurissaient et gravitaient autour des mines a exigé, même avant la création de Vila Boa de Goiás, un appareil administratif et judiciaire avec l'objectif de réduire les difficultés issues de l'absence de mécanismes gouvernementaux, à l'intérieur du territoire d'exploration aurifère²³.

Ainsi, en obéissant à l'ordre du roi du Portugal pour que soit créée une *vila* dans la région des mines, le comte de Sarzedas, António Luiz de Távora, alors gouverneur de la capitainerie de São Paulo, s'est déplacé vers Goiás où, en février 1737, il a réuni les chefs politiques locaux dans l'*arraial* de Meia Ponte pour traiter du sujet. Néanmoins, au lieu de « créer » une *vila*, conformément aux déterminations de la couronne, il a ordonné de nommer, dans chacun des *arraiais*, deux *juizes ordinários* (juges ordinaires), un *escrivão* (greffier), un *alcaide* et un *porteiro* sa décision fut confirmée deux ans plus tard par ordre du roi²⁴.

Ce mécanisme de contrôle et de normalisation des mines de Goiás a persisté pendant tout le XVIII^e et le début du XIX^e siècle, sans modification. Il a défini la forme d'organisation judiciaire et économique des mines à partir d'un système des *juizados*²⁵ en tant que circonscriptions judiciaires incomplètes et sans autonomie administrative, en constituant la base d'un réseau urbain dont le domaine et la souveraineté ont été transférés, deux ans plus tard, à Vila Boa de Goiás. Système utilisé par l'administration coloniale, la multiplication des *juizados*, établie sur une sorte de petits gouvernements municipaux qui, à leur tour, maintenaient sous leur juridiction plusieurs autres bourgades, rendait la situation de Vila Boa « exceptionnellement avantageuse²⁶ ». En tant que seul centre urbain à avoir le titre de *vila* colonial, elle ajoutait autour d'elle un vaste réseau de noyaux urbains, en imposant son contrôle sur les diverses instances soumises à l'autorité des officiers municipaux.

Il faut rappeler que, dans l'Amérique portugaise, les chefs-lieux des communes étaient des agglomérations indépendantes qui recevaient le titre de *vila*, en possédant un gouvernement propre, une *câmara* et un territoire sous leur juridiction. Pour mieux comprendre l'ensemble urbain qui intégrait le réseau d'*arraiais* gouvernés par la *câmara* de Vila Boa, il convient d'éclaircir la distinction existante entre des *concelhos* et des *vilas*, puisque dans les registres contemporains les références aux deux mots peuvent, quelquefois, avoir des significations très semblables. Si le *concelho* est constitué par la *vila* – noyau urbain siège de la *câmara* – et son territoire soumis à l'autorité des officiers municipaux pouvant inclure plusieurs localités distinctes – la conception de *vila*, à son tour, se rapporte aux deux dimensions spatiales définies par le modèle portugais d'organisation de l'espace municipal: le *termo* et le *rossio*. Dans ce cas, le terme de la *vila*

correspond au territoire sous la juridiction de la *câmara* qui, dans le cas de Vila Boa, incluait tout l'espace géographique de la capitainerie et leurs noyaux urbains. Le *rossio*, patrimoine lié plus directement à la propriété municipale accordée par la couronne, se composait d'une région plus petite, en ayant comme point de référence le centre architectural de la *vila* jusqu'à l'entourage de son agglomération urbaine²⁷.

Selon Fernand Braudel, le territoire proche de la ville n'est pas le premier des innombrables cercles qui l'entoure, ce qui confirme que la vie urbaine était liée à des espaces divers, de diverses dimensions²⁸. Néanmoins, dans notre cas spécifique, cette variété de scénarios exige une vision d'ensemble avec l'objectif de capter les rapports de forces dans les enjeux entre des noyaux urbains distincts, mais reliés par des intérêts communs.

À Goiás, l'image d'un réseau de villes intégrées semble avoir été déterminante pour la définition des règles du jeu, dont la hiérarchie permettait à un centre de pouvoir dominant de superposer la condition et le droit d'accéder et soumettre, d'une façon ou d'autre, l'économie et la vie d'autres noyaux urbains, en fonction de leurs propres complaisances et fragilités. Il s'agit de savoir comment ce réseau d'ensemble autorisait la domination régulière d'une ville sur les autres²⁹, c'est-à-dire que, dépouillés de la condition de *vila* impériale, les noyaux urbains du Goiás se pliaient, du point de vue de la domination politique et économique, au centre de ce vaste réseau, à la haute tour de contrôle, localisé à Vila Boa de Goiás.

En outre, l'existence d'agglomérations reliées entre elles impliquait des nécessités plus larges qui pouvaient être satisfaites à partir d'un cercle de noyaux urbains secondaires à l'intérieur du territoire qui correspondait à la circonscription de Vila Boa. Il ne faut pas oublier, d'autre part, que Vila Boa intégrait aussi un réseau urbain, à partir d'une échelle d'amplitude encore plus vaste, constituée de centres urbains de dimensions continentales comme Rio de Janeiro, les villes du Minas Gerais, São Salvador de Bahia et Recife qui, à son tour, formaient entre elles un autre niveau de réseau, relié, à son tour, à différentes régions et continents de la planète, à l'intérieur et à l'extérieur des limites géographiques de la monarchie portugaise. Ainsi, les diverses connexions, qui donnaient forme à une économie mondiale en interconnectant les grandes villes européennes, semblaient, en dernière instance, animer et donner vie aux réseaux urbains existant dans l'Amérique portugaise et, par extension, dans les mines et capitainerie du Goiás³⁰.

Le pouvoir sur les villes: les enjeux politiques et administratives du *Senado da Câmara*

Afin d'éclaircir la façon dont les élites politiques de Vila Boa de Goiás exerçait son influence sur le réseau urbain du Goiás, nous avons constaté qu'une double stratégie guidait ses actions: d'abord, une stratégie qui envisageait la défense des droits de la *câmara* dans les espaces de sa juridiction et une autre, qui renvoyait aux actions, proprement dites, de contrôle sur le réseau urbain par les officiers municipaux.

Dans un premier temps, une analyse de leurs pratiques politiques nous laisse entrevoir les difficultés de gestion du réseau urbain depuis Vila Boa de Goiás, au milieu des disputes et intrigues entre les groupes locaux ce qui nous offre une compréhension seulement partielle des fonctions exercées par la *câmara* sur le tissu urbain de la capitainerie. Néanmoins, si nous déplaçons notre analyse, en réorientant le regard vers les actions administratives, c'est-à-dire vers leurs pratiques non-discursives, la compréhension de la relation entre Vila Boa et les autres noyaux urbains nous semble se compléter, permettant d'identifier l'ensemble des stratégies utilisées.

Cette approche a le mérite de mettre en lumière les coulisses d'un complexe enjeu politique et administratif où la fragilité évidente, présente dans les pratiques discursives – qu'envisageaient les officiers de la *câmara* pour assurer leurs privilèges – nourrissait et garantissait l'exercice pratique de sa souveraineté à travers l'administration du réseau urbain des mines et la capitainerie du Goiás³¹.

Ainsi, l'interaction entre le discours politique et l'action administrative, entre les pratiques du discursif et du non-discursif, nous invite à démasquer les intérêts perceptibles dans les initiatives des officiers de la municipalité.

Les pratiques discursives des officiers municipaux

Bien que toute l'organisation municipale se matérialise de façon suffisamment claire, la conduite des procédures pour faire fonctionner son administration méritait un vrai dévouement des officiers municipaux pour garantir la préséance de Vila Boa. Peu après l'installation de la *vila*, une lettre du gouverneur de la capitainerie de São Paulo révélait déjà les difficultés pour garantir la soumission des noyaux urbains à l'autorité de Vila Boa, anticipant les vrais combats de la *câmara* contre les *arraiais* pour maintenir ce privilège. Luiz de Mascarenhas, le 2 octobre 1739, dénonçait au roi du Portugal l'habitude de quelques juges ordinaires des *arraiais* des mines du Goiás de ne pas respecter les mandats et les déterminations de la *câmara*. En répondant aux informations du

gouverneur, une année et demi plus tard, D. João V réaffirmait la hiérarchie existante dans le tissu urbain des mines de Goiás, en insistant sur la nécessité de subordination de tous les autres *arraiais* à l'autorité de Vila Boa de Goiás, pour le simple fait d'être la seule *vila* existant dans toute la capitainerie³².

À peu près quarante ans plus tard, les difficultés pour faire accomplir cette détermination de la couronne inquiétaient les officiers de la *câmara*. Une sorte de « perturbation » dans l'ordre des choses – pour utiliser un terme répété à plusieurs reprises à l'époque – a conduit la *câmara* de Vila Boa à mettre en scène des instruments de contrôle, avec l'objectif de limiter les autonomies et les libertés des autorités placées dans chaque *arraial*, en imposant ainsi sa prérogative à diriger tous les noyaux urbains de la capitainerie.

Ainsi, en exposant leurs inquiétudes par rapport au problème et en revendiquant « les liberdades, graças et mercês » que le roi du Portugal avait délibérément conféré à Vila Boa de Goiás, les officiers municipaux accusaient la rupture d'un calendrier bien établi et qui, d'après eux, était indispensable pour le bon fonctionnement de la société des mines de Goiás. En plus, affirmaient-ils, cette normalité quotidienne avait été dérangée par l'initiative de ceux qui devraient, dans toutes les circonstances, observer l'accomplissement des ordres du roi³³. À partir de cet argument, en cherchant à renforcer et rendre plus favorable leur position en tant que dépositaires fidèles des déterminations de la couronne, ils ont envoyé, en 1779, à tous les juges ordinaires des *arraiais*, dans chacun des noyaux urbains des mines de Goiás, une « Lettre de Diligence » en rappelant l'ancienne tradition selon laquelle les revenus de tous les *juílgados* de la comarca de Vila Boa étaient sous leurs seuls responsabilité et pouvoir³⁴.

Néanmoins, quatre ans après, l'effet attendu n'était pas atteint, le juge ordinaire et les conseillers municipaux ont affirmé leur mécontentement, cette fois, en cherchant clairement à élargir leur pouvoir d'action, en ajoutant à leurs instruments de contrôle la force politique du gouverneur de la capitainerie. Cette fois, le 30 avril 1783, ils ont fait appel à Luiz da Cunha Meneses.

En alléguant que le gouverneur est le seul à avoir l'autorité et la compétence pour faire exécuter les ordres du roi à l'intérieur de la capitainerie pour l'intérêt commun du peuple de Vila Boa de Goiás, les officiers municipaux ont essayé, en tant que défenseur des mêmes causes, de sensibiliser Cunha Meneses. À travers une correspondance dense, élégante et bien écrite, rationnellement structurée, ils ont sollicité l'intervention du gouverneur pour l'accomplissement des déterminations du roi : il fallait que tous les revenus et les dépenses réalisés par les juges ordinaires des *arraiais* passent par la surveillance de la *câmara* de Vila Boa³⁵.

Alors, quelques jours plus tard, le 15 mai, Luiz da Cunha Meneses publie un ordre adressé à tous les *arraiais*, dans lequel il résume le rôle de Vila Boa de Goiás. En se basant sur les Ordres Royaux expédiés en 1741 et en 1743, il affirme que, par concession du roi du Portugal, « les officiers de cette Capitale » ont la juridiction sur tous les *juílgados* de la *comarca* du Goiás, « avec l'administration libre et générale de leurs revenus, pour les prendre en compte et les appliquer au bénéfice du bien public ». À son avis, le fait que la volonté du souverain n'était pas appliquée dans sa totalité, se devait à l'abus pratiqué contre l'« esprit authentique » des ordres royaux. De même, le fait des juges ordinaires allaient chercher directement les *ouvidores* de la *comarca*, décidant entre eux sur la forme d'application des dépenses publiques, violait les compétences des membres du *senado da câmara*, assurés par les successives manifestations de la couronne.

Déterminé à faire respecter la volonté du souverain et limiter l'élasticité de la juridiction des *ouvidores*, le gouverneur envoie une copie des ordres royaux à tous les *juílgados*, envisageant à établir le pouvoir de la Capitale Vila Boa sur le réseau urbain de la capitainerie. Il détermine, de même, l'application de tous les ordres expédiés par les officiers municipaux, ordonne que le document soit lu pendant les audiences publiques et enregistré dans les livres de chaque *juílgado*. Et, pour s'assurer de l'application des ses déterminations, le point culminant de l'ordre du gouverneur est la menace de punition et de châtement aux transgresseurs de ses ordonnances. Tout, écrit-il,

sous les pénalités avec lesquelles me semble juste de punir et châtier les désobéissants et transgresseurs de mes ordonnances qui par l'autorité de Sa Majesté m'ont été conférés doivent dans les limites de mon juridiction être comme des Lois, et doivent être inviolablement accomplis et observés parce qu'elles sont toutes dirigés au bien du Royal service, et qui doivent avoir l'entière et indiscutables observances les déterminations et procédures avec lesquelles Sa Majesté est servi de veiller à ses vassaux³⁶.

Cependant, il fut nécessaire de faire appel à l'autorité d'un autre gouverneur, le frère et successeur de Luiz de Cunha Meneses. Dans cette nouvelle tentative, une autre lettre a été écrite à Tristão da Cunha Meneses. En annexe, était jointe une copie de la lettre envoyée au gouverneur précédent, ainsi que la copie de la *provisão* de 1741, adressée à D. Luiz de Mascarenhas, dans laquelle le roi D. João V était personnellement favorable aux droits et à la souveraineté de la *câmara* de Vila Boa de Goiás.

En essayant de sensibiliser le gouverneur et, en même temps, de renforcer les arguments exposés dans les correspondances précédentes, les officiers municipaux indiquaient clairement l'existence de coupables par les fréquentes pertes et détours de revenus provenant des *arraiais* de la capitainerie.

Conscients de l'existence d'un flanc ouvert dans les finances municipales, les officiers de la *câmara* combattaient directement les intérêts d'*ouvidores* et *corregedores*, en pointant du doigt leur

rôle dans l'architecture administrative planifiée par la propre couronne portugaise: à la juridiction des *ouvidores* et *corregedores* était réservé seulement le pouvoir d'examiner les dépenses de la *câmara*, en vérifiant de possibles irrégularités et en prenant les mesures indiquées le cas échéant.

Ensuite, après avoir accusé les *corregedores* d'exercer de manière frauduleuse le contrôle des finances des *arraiais* et d'utiliser de forme arbitraire les revenus des « *concelhos* », les officiers municipaux ont souligné la « place » où devaient rester les agents royaux, c'est-à-dire à l'intérieur des limites de leurs propres juridictions. Ils devaient donc s'abstenir de toucher aux revenus qui devaient être dirigés par la *câmara* elle-même, étant sans aucune compétence pour effectuer des transferts de ces revenus ni exercer, aucun type « d'ingérence dans l'administration de ces mêmes revenus ni sur leur manipulation, soit en sa totalité soit en partie, comme quelques-uns sont en train de le faire³⁷ ».

Probablement influencé par la mobilisation des officiers municipaux et les fondements logiques de leurs revendications, Tristão da Cunha Meneses, dans l'impossibilité de présenter tout de suite une solution en face de la sollicitation de la *câmara*, dont la dimension semblait extrapoler les limites de sa propre juridiction et pouvoir d'action, a trouvé bien de transférer le problème à la reine du Portugal. En 1786, dans une lettre adressée à D. Maria I, il argumentait auprès de la couronne sur la méthode déficiente d'administration des revenus de la *câmara* de Vila Boa et présentait des suggestions personnelles pour sa solution³⁸.

Il faut remarquer que ce mouvement promu par l'initiative des officiers municipaux, qui envisageait de consolider et de rétablir certains privilèges acquis dans le temps passé, faisait partie de leurs initiatives dans le contexte des discours qui composaient les combats entre des hommes politiques, bien marqué par des intérêts divergents, entre des autorités et des groupes de pouvoir locaux. De tels combats suivaient toujours une ligne définie par les caractéristiques et la nature des relations de pouvoir propres à des sociétés d'Ancien Régime.

Néanmoins, les officiers municipaux à Vila Boa de Goiás semblent ne pas avoir souffert des mêmes oppositions dans l'exercice pratique et quotidien de l'administration sur ce même réseau urbain grâce à l'exercice garanti par un ancien privilège: le droit d'*almotaçaria*³⁹.

Les démarches administratives des officiers municipaux

Malgré l'absence de documents très importants les sources dont nous disposons pour Vila Boa enregistrent la pratique du droit d'*almotaçaria*. Sans retourner aux origines de l'institution de l'*almotaçaria*, il convient d'identifier quelques aspects ponctuels de sa généalogie. Dans la ville

musulmane, l'*almotacé*⁴⁰ était le responsable de la *Hisba* – en arabe, le titulaire de la *Hisba* était appelé *Muhtasib* – dont les fonctions étaient l'étalonnage des poids et des mesures dans les transactions commerciales, le contrôle des métiers urbains, la garantie de l'approvisionnement alimentaire, l'hygiène urbaine et la manutention des aspects physiques de la ville. Ensuite incorporée dans la tradition municipale portugaise, la charge d'*almotacé* a été maintenue, même après la reconquête, en tant que mécanisme de soutien et contrôle administratif et économique des noyaux urbains⁴¹.

Pendant l'Ancien Régime, l'institution de l'*almotaçaria* a pris forme. Dans ce contexte, la société était considérée comme un grand corps, dont la tête était le roi. Ainsi, la ville aussi avait sa tête, représentée par les *concelhos* ou *câmaras* qui, à leur tour, coexistaient avec d'autres corps plus petits comme le clergé, les corporations d'offices, les familles et leurs citoyens ou habitants⁴².

À la tête des villes, les *câmaras* coloniales ont bientôt soumis à leur contrôle les fonctions relatives à l'*almotaçaria*⁴³. Dans le cas de Vila Boa de Goiás, leurs attributions ont été petit-à-petit absorbées par la *câmara*, qui a pris le rôle d'agent responsable de l'*almotaçaria* à l'intérieur des frontières de sa propre juridiction.

Ainsi, responsable par la manutention de l'hygiène publique, par le contrôle des exigences relatives à la construction et à l'édification, ainsi que par la surveillance sur les relations de marché⁴⁴, la *câmara* de Vila Boa élargissait son contrôle sur toute la maille urbaine qui l'entourait. Les textes des actes qui enregistrent les réunions hebdomadaires des officiers municipaux nous montrent l'existence d'un contrôle presque implacable sur la vie et les finances des noyaux urbains éparpillés dans les mines et capitainerie du Goiás.

Divisée en deux régions principales – Vila Boa était le siège du district du Sud et São João das Duas Barras, le siège du district du Nord –Goiás était constituée, pendant le XVIII^e siècle, par 14 *juíldados*, sept dans chaque région⁴⁵. En outre, ces *arraiais* comme Porto Real, Pontal, Monte do Carmo, Chapada, Almas, São José do Duro, Arraias, Monte Alegre, São Domingos, São Félix, Cavalcante, Amaro Leite, São José do Tocantins, Cachoeira, Muquém, Flores, Água Quente, Rio Claro, Anicuns, Mossâmedes, Curral, Jaraguá, Santo Antônio do Descoberto, Formosa, Bonfim, Santa Cruz, Crixás, Pilar, Anta, Ferreiro, Tesouras, Santa Rita, Meia Ponte, Ouro Fino, Barra, Natividade, Santa Luzia, Trahiras, Dezemboque e Conceição do Norte⁴⁶, faisaient tous partie d'une diversité de noyaux urbains, en tant que points équidistants d'un réseau lié et dirigé par l'autorité de la *câmara* de Vila Boa.

Dans ce contexte, l'hégémonie des intérêts des officiers municipaux s'était ancrée sur le contrôle exercé sur les diverses activités liées au droit d'*almotaçaria*. Ce droit soutenait les interventions et la surveillance sur pratiquement toutes les nécessités et revendications des populations, en atteignant de forme significative tous les aspects de ce que Magnus Pereira a appelé *les trois agendas du vivre urbain*⁴⁷, et en même temps il consolidait la suprématie politique des élites de Vila Boa de Goiás.

Les mécanismes adoptés et les activités quotidiennes de la *câmara* de Vila Boa qui indiquent l'exercice de leur pouvoir sur la vie des populations des diverses *arraiaiss* sont innombrables: conservation et construction d'équipements d'utilisation commune, paiement de fonctionnaires, de justice et de sécurité publique, approvisionnement et contrôle de la qualité des aliments.

Un exemple de cet exercice du pouvoir a été l'autorisation donnée par les officiers municipaux au juge ordinaire du *juízo* de Santa Cruz de réaliser quelques services urbains, comme la récupération de la rue Droite, la construction du pont sur la rivière Água Suja et la restauration des murs de l'immeuble de la prison locale.

Par rapport à la Rue Droite, la *câmara* a déterminé que le juge fasse tous les efforts possibles pour que le travail soit accompli, à travers une licitation publique, ou qu'il se fasse en dépenses du *juízo* lui-même jusqu'à la valeur de cinquante *oitavas*⁴⁸ d'or. Concernant le pont, ils ont autorisé sa construction en limitant, néanmoins, les dépenses jusqu'à la valeur maximum de trente-deux *oitavas*⁴⁹. Ils ont aussi donné des orientations pour la construction et réparation nécessaires aux murs de la prison. En fait, il s'agissait du contrat de services dont la réalisation des dépenses devait être autorisée directement par les officiers municipaux à Vila Boa de Goiás, même si les revenus disponibles appartenaient à l'*arraial* où se trouvaient les problèmes.

Telle relation de soumission du *juízo* de Santa Cruz par rapport à la *câmara* rendait plus forte la position de Vila Boa, basée sur une liaison de domination administrative et une claire sujétion politique. En projetant ce modèle de connexion sur les autres noyaux urbains de la capitainerie, nous voyons clairement se tisser les relations qui donnent forme à un vrai réseau d'*arraiais*, dont le centre ou le sommet politique et administratif était établi à Vila Boa de Goiás.

Un cas très semblable apparaissait dans le contenu d'une lettre écrite en mars 1793, adressée à la *câmara* de Vila Boa par le juge ordinaire et le procureur du *juízo* de Traíras. Dans cette correspondance, les deux autorités locales sollicitaient l'autorisation de réaliser des dépenses de réparations de plusieurs ponts sur l'*Estrada Real*. Les officiers municipaux ont demandé

quelques explications concernant les activités: quels étaient exactement les ponts, quel type de réparations serait nécessaire et le prix approximatif dépensé dans l'exécution des travaux sollicités, pour lesquels, après l'arrivée des renseignements, ils pouvaient prendre les décisions appropriées⁵⁰. Bien évidemment, malgré l'urgence de quelques travaux, les autorités locales devaient attendre l'autorisation provenant de Vila Boa pour commencer leurs activités.

Comme les travaux réalisés dans les *arraiais* étaient, pour la plupart, autorisés publiquement et réalisés par des exécuteurs privés, ces procédures d'engagement étaient aussi supervisées par la *câmara*, ce qui obligeait les juges ordinaires à envoyer, tous les mois de janvier, des certificats contenant les valeurs des autorisations réalisées dans leurs juridictions respectives⁵¹. Tel a été, sans aucun doute, le cas du juge ordinaire et du procureur de Traíras, ainsi que du juge ordinaire de São Félix, qui ont envoyé à la *câmara* de Vila Boa, au mois de juin 1793, les certificats des propositions affairant aux réparations des « ponts et chemins sur les routes du *julgado*⁵² ». Cet expédient, qui favorisait remarquablement le contrôle des travaux et des revenus locaux, permettait l'élaboration d'une stratégie d'administration des richesses existant dans chaque région des mines de Goiás, en guidant les actions mises en place pour les officiers municipaux.

D'autres exemples confirment la souveraineté de la *câmara* de Vila Boa sur les *arraiais* des mines et capitainerie de Goiás. Un d'eux a été la réponse des officiers municipaux à la demande du gardien du *julgado* de Pilar de Goiás, qui demandait la valeur correspondante à vingt-quatre *oitavas* d'or pour l'acquisition d'huile pour l'éclairage de la prison publique. En reconnaissant la justesse de la sollicitation, la *câmara* démontrait sa volonté d'équilibrer les dépenses par rapport aux recettes, en accordant au gardien la possibilité d'en dépenser seulement dix⁵³.

Mais, l'éclairage de la prison publique n'était pas la seule responsabilité de la *câmara* de Vila Boa concernant la sécurité et l'exécution de la justice. Dans cet aspect là, au-delà d'être une des attributions de la *câmara*, ses officiers retenaient l'énorme pouvoir de créer et reproduire de petites institutions responsables de l'administration judiciaire dans les *arraiais* de la capitainerie. Tel était le cas des *juizes de vintena*. Il faut rappeler, que les *juizes de vintena*, autorisés par les *Ordenações Filipinas*, étaient les magistrats des bourgades et *julgados* nommés par les autorités municipales des *vilas*, « ayant originalement leur nom *Vintena* (la vingtième partie) du moindre nombre de personnes sujets à sa juridiction, dans des causes de minime importance⁵⁴ ».

La nomination de *juizes devintena* semble avoir fait partie des activités quotidiennes des officiers municipaux. Cette habitude transparaît dans la demande présentée par le procureur de la *câmara* en 1793. En alléguant que dans l'*arraial* d'Ouro Fino il arrivait à plusieurs reprises des excès et désordres qui dérangeaient le bien-être des habitants et des fréquentes fuites d'esclaves, la

nomination d'un juge et d'un *escrivão* de *vintena* pour l'*arraial*⁵⁵ était sollicité. Les officiers municipaux n'hésitèrent pas: ils nommèrent respectivement Simão Pereira et Francisco de Souza pour les charges de *juiz devintena* et d'*escrivão*⁵⁶.

Le rôle de médiateurs entre les différentes *arraiais* donnait aussi une grande visibilité à la position des officiers municipaux dans le contrôle du réseau urbain organisé à partir d'une hiérarchie bien définie, dont les règles devaient constamment être rappelées et renforcées.

Ainsi, comme les habitants de l'*arraial* du Bonfim se trouvaient juridiquement soumis au *julgado* de Santa Cruz, ils ont rédigé une pétition à la *câmara* de Vila Boa pour demander aux juges ordinaires du *julgado* la construction d'un bâtiment pour la prison publique et l'installation d'un tronco pour la « punition des malfaiteurs et des flâneurs ». Dérangés par l'insécurité où vivaient les habitants de Bonfim et considérant la responsabilité du *julgado* de Santa Cruz, les officiers municipaux ont donné tout de suite leur accord, en déterminant la construction de « ladite *Cadeia* et *Tronco*⁵⁷ », dont les dépenses devaient être payées sur les revenus du *julgado* de Santa Cruz. Ainsi, nous voyons que la viabilité de transfert de ressources d'un *arraial* à l'autre, c'est-à-dire, d'un point à l'autre du réseau, était un expédient que le recours aux autorités de Vila Boa rendait possible.

À Vila Boa de Goiás, rien n'échappait aux yeux des autorités municipales : conflits entre voisins, pavés irréguliers qui provoquaient la chute de piétons, chemins et rues mal entretenus, eaux néfastes à la santé des habitants, établissements commerciaux sans la licence nécessaire de fonctionnement, poids et mesures irréguliers et hors les normes établies, *oficiais mecânicos* sans autorisation, prix de produits en désaccord avec la fixation des prix officiels, action d'accapareurs ou d'intermédiaires interdits d'agir en fonction d'une économie morale qui régulaient le marché local. Tous étaient notifiés et convoqués à comparaître au siège de la *câmara*, sous peine d'être condamnés d'après les posturas de la municipalité.

Cependant les habitants de Vila Boa de Goiás n'étaient pas les seules cibles de la normalisation imposée par la *câmara*. L'espace visé par les officiers municipaux s'élargissait au fur et à mesure du contrôle sur toute la maille urbaine qui s'imposait et intégrait, invariablement, les activités et les préoccupations des dirigeants municipaux. Ainsi, nous assistons clairement à l'action de la municipalité à travers le même expédient des *correições* répété un peu partout dans le réseau urbain du Goiás du XVIII^e siècle. Pour preuve le sujet de la réunion du 15 novembre 1792, où les officiers municipaux ont notifié au lieutenant et *almotacel* Francisco Soares da Silva, de réaliser des *correições* aux *arraiais* de Ouro Fino, Barra et Santa Rita⁵⁸.

Nous remarquons ainsi la plénitude et l'actualité, pendant la dernière décennie du XVIII^e siècle, de l'institution de l'*almotaçaria*, soumettant aux réglementations des *posturas* de la municipalité le quotidien urbain mouvementé des mines et capitainerie de Goiás, démontrant, dans l'expression proposée par Magnus Pereira, une conscience spécifique de ville⁵⁹. Conscience que tissait et maintenait, sous le contrôle de la *câmara* de Vila Boa de Goiás, un vrai réseau d'*arraiais*.

La souveraineté exercée sur ce réseau dans le territoire de la capitainerie touchait aussi le contrôle sur l'approvisionnement et l'offre de viandes aux marchés locaux. Outre le contrôle sur le marché de Vila Boa de Goiás de la concession de l'offre de viande à la population – commerce lucratif qui attirait certainement les intérêts des commerçants coloniaux – la *câmara* retenait le même droit dans plusieurs autres *arraiais*. Dans cette activité, le Goiás connaissait une expansion significative, en raison de la production de viandes (la région était suffisante dans cette activité économique) pour le marché colonial, comme une des régions fournisseuses de bétail pour Rio de Janeiro⁶⁰, pendant la première décennie du XIX^e siècle, malgré la distance et la précarité des transports.

Les agents de la *câmara* de Vila Boa de Goiás ont participé activement à cette branche d'activité qui intensifiait les relations régionales. En approchant des groupes de commerçants qui agissaient dans la région du Rio de Janeiro avec des hommes d'affaire établis dans les capitaineries de Minas Gerais, São Paulo, Rio Grande⁶¹, Goiás établissait un réseau de négociations et d'intérêts économiques qui reliait plusieurs points de passage de bétail dans toute l'extension sud et sud-est de l'Amérique portugaise. Si une maille d'intérêts se constituait dans les relations entre les capitaineries, une autre se formait, sous le contrôle de la *câmara*, à l'intérieur du réseau d'*arraiais* aux mines de Goiás. Bien que transférés aux initiatives d'entrepreneurs particuliers, les processus d'autorisation pour l'approvisionnement de la viande, dans tous les *arraiais*, étaient soumis au contrôle des officiers municipaux⁶².

Tout ce contrôle exercé sur la vie urbaine de Goiás, à partir de l'action des officiers municipaux, exigeait pour son fonctionnement un appareil juridique et administratif dont, probablement, la *câmara* ne disposait pas.

Comme stratégie utilisée pour réduire au maximum les déficits de la municipalité, et comme alternative trouvée pour faire pression sur les débiteurs, des agents officiels parcouraient toute l'extension des chemins de la capitainerie, objectivant la régularisation et les paiements des dettes en faveur de la *câmara*. Cela a été la raison du véritable périple de Manoel Seixo de Britto, fonctionnaire et émissaire officiel qui, au mois de juin 1793, partit de Vila Boa pour un long voyage en visite aux *juílgados* de la capitainerie. Porteur de lettres officielles pour les juges ordinaires, il

demandait l'or des *arraiais* sous leur juridiction et l'aide nécessaire pour avoir du succès dans les conversations avec les débiteurs. De même, il demandait les paiements des dettes non effectués pendant les années précédentes⁶³. Après un voyage de dix mois, le retour de Seixo de Britto ne semble pas avoir été objet de frustration pour les officiers municipaux, puisqu'il rapportait la quantité équivalente à deux-mille sept-cents sept *oitavas* d'or⁶⁴. Une valeur significative par comparaison avec les chutes successives de la production globale d'or de la capitainerie.

* * * * *

A partir de l'exemple de Goiás, nous partageons le point de vue de Nuno Gonçalo Monteiro qui a étudié les *câmaras* du royaume: pris en leur ensemble, « les revenus municipaux étaient peu élastiques⁶⁵ ». Aussi, dans les mines et la capitainerie de Goiás, la difficulté financière faisait partie du quotidien de la vie municipale. Si les revenus étaient significatifs, les dépenses étaient aussi considérables. Les problèmes qui demandaient des investissements étaient innombrables. Nous percevons clairement l'effort de la municipalité visant à la conservation de ses privilèges, mais les actions des créanciers contre les officiers municipaux étaient récurrentes, ce qui rendait la situation de la *câmara* encore plus difficile.

Mais, vu sous un autre angle, les revenus de la *câmara* pouvaient servir à d'autres intérêts bien présents au royaume du Portugal: même un secrétaire du Conseil d'outre-mer, Joaquim Miguel Lopes de Lavre, était rémunéré par les revenus de la *câmara* de Vila Boa⁶⁶. Dans ce sens, d'une manière générale, les mines et la capitainerie du Goiás étaient perçus par les autorités du royaume en tant que source alternative de revenus. Citons comme exemple la demande de Domingos Vandelli⁶⁷ au prince régent, sollicitant la concession d'une donation annuelle à son fils, propriétaire du métier d'*escrivão* de l'*ouvidoria* de Goiás⁶⁸. Mais ce n'était pas un hasard. Si nous comparons les revenus de quelques *concelhos* et villes du royaume du Portugal avec les ressources gérées par la *câmara* de Vila Boa de Goiás, nous pourrions considérer cette dernière comme riche. Par exemple, pour l'année de 1794, d'après les revenus de la *câmara* de Vila Boa, la valeur de la recette annuelle est estimée à 4 055 *oitavas de ouro*. Mais en tenant compte de sources complémentaires, nous pouvons estimer que les revenus de cette année s'approchaient de 5 500 *oitavas*. De ce total, environ 1/3 provenait d'autres *arraiais*. Budget que nous pourrions considérer très large en le comparant avec des villes portugaises où, d'après Nuno Monteiro, « même les recettes ordinaires de villes qui étaient sièges de districts, comme était le cas de Barcelos, Bragança, Miranda, Viana, Vila Real et Viseu, jusqu'aux années quatre-vingt-dix du XVIII^e siècle n'arrivaient pas à deux *contos de réis*⁶⁹ ».

Comme nous pouvons voir, Vila Boa de Goiás se plaçait stratégiquement à l'intérieur d'un réseau urbain qui en faisait à la fin du XVIII^e siècle, un très fort attrait pour les autorités provenant

du Portugal et pour les élites locales. Les considérations de Mary Karasch⁷⁰ étaient bien fondées. Rien, bien évidemment, de comparable au passé de richesses produites dans l'exploration aurifère à Goiás. Des études sur le sujet montrent qu'entre les années 1752 et 1761, le revenu moyen annuel de Vila Boa de Goiás aurait été de 14 741 *oitavas* d'or⁷¹, à peu près 17 *contos de réis*, sans compter les revenus provenant de l'administration du réseau d'*arraiais* existant dans la capitainerie, certainement bien plus significatifs que ceux de l'année 1794.

On pourrait penser, comme le suggère Monteiro, que les difficultés croissantes imposées à l'administration municipale, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, menaient à une réduction de l'intérêt et de l'attraction pour les charges municipales. Néanmoins, des juges ordinaires, *vereadores* et procureurs municipaux manipulaient un ensemble considérable de richesses⁷², en contrôlant de nombreux services et revenus publics et en intervenant dans l'organisation des marchés locaux, à travers l'imposition de prix, de taux et d'impôts. En somme ils jouissaient d'un privilège de contrôle sur le réseau urbain, ce qui lui conférait une indiscutable possibilité d'influence et de pouvoir.

Merci

Cet article doit beaucoup aux idées, conseils et encouragement de Laurent Vidal. Je tiens, aussi, à remercier, pour leurs suggestions et remarques, à Jean Hamel. Une autre partie de ce travail, intitulé "Pouvoir colonial et réseau urbain: Vila Boa de Goiás au XVIII^e siècle", a été publié dans le livre *Les Villes et le monde. Du Moyen Âge au XX^e siècle*, sous la direction de Martine Acerra, Guy Martinière, Guy Saupin et Laurent Vidal, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2011, p.107-127.

Notes

¹ Fer, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle, Le temps du Monde*, Paris, Armand Colin, vol. 3, 1979, p. 335.

² « Décadence ou naturalisation de la vila? » Avec cette question l'historien Laurent Vidal nous invite à une réflexion concernant la décadence aux mines du Goiás. Voir Laurent Vidal, Sous le masque du colonial - Naissances et « décadence » d'une *vila* dans le Brésil moderne: Vila Boa de Goiás au XVIII^e siècle. In: *Annales HSS*, mai/juin 2007, 3:577-606.

³ Sur ce sujet voir Nasr Chaul, *Caminhos de Goiás: da construção da decadência aos limites da modernidade*, Goiânia, Cegraf, 1997.

⁴ La lecture de documents manuscrits de l'époque coloniale et la découverte des fragments du Livre de Registre du *Senado da Câmara* de Vila Boa, qui constituent le répertoire des sources utilisées dans ce travail, peuvent permettre des nouvelles lectures, en illustrant la compréhension des rapports de force dans les mines et capitainerie du Goiás. Dans le premier cas, il s'agit de documentation composée par des lettres, pétitions, consultations, décrets, listes et rapports, qui se trouvent dans l'Archive Historique d'Outre-mer à Lisbonne (AHU). Le Livre de Registre du *Senado da Câmara* est composé de descriptions des sessions hebdomadaires réalisées entre 1792 et 1795, et contient des informations précieuses sur le quotidien de l'administration de Vila Boa et des *arraiais* éparpillés du nord au sud de la capitainerie.

⁵ Premier noyau urbain de la région des indiens appelés Goyazes, Vila Boa de Goiás, aujourd'hui Ville de Goiás, a reçu de l'UNESCO, en décembre 2001, le titre de Patrimoine Historique de l'Humanité. Son histoire commence au XVIII^e

siècle. Pendant le XVII^e siècle, après les découvertes des Minas Gerais d'un côté et les mines du Cuiabá, de l'autre côté, une idée de la Renaissance (selon laquelle les filons de métaux précieux se disposaient de forme parallèle par rapport à la ligne de l'équateur) irait nourrir l'hypothèse qu'entre ces deux-points il y avait aussi de l'or. Ainsi, ont été intensifiés la présence des *bandeirantes*, venu principalement de São Paulo, sur le territoire du Goiás. Exactement où habitait la Nation Goyá, Bartolomeu Bueno da Silva (explorateur née à São Paulo) a établi, en 1726, la bourgade de Sant'Anna. Une décennie plus tard, le lieu serait élevé à la condition de *vila*, avec le nom de Vila Boa de Goiás. À cette époque, la ville appartenait à la capitainerie de São Paulo. En 1744, en fonction de son importance dans l'économie coloniale, le roi a ordonné la création de la capitainerie du Goiás. Malgré cela, le premier gouverneur, Marcos de Noronha, y arriverait seulement cinq ans plus tard.

⁶ Nous rappelons ici le cas de Tristão da Cunha Meneses nommé par le roi *capitão-mor* et gouverneur des mines et capitainerie du Goiás. Marque indissociable de son gouvernement a été la longue durée de sa permanence à Goiás (il y arrive en 1783), en étant le mandat le plus étendu de toute l'histoire politique de la période coloniale du Goiás (environ seize années). Il est resté dans la capitainerie pendant tout le gouvernement de son successeur, avant d'être appelé à Lisbonne. Pendant cette période, il s'est impliqué dans des disputes et intrigues politiques, en démontrant ses intérêts personnels aux activités sociales et économiques locales.

⁷ Si le gouverneur Luiz da Cunha Menezes à suggéré l'abolition des rémunérations des officiers municipaux en 1780, sept ans plus tard l'intendant et *ouvidor* intérimaire José Carlos Pereira a ordonné que les *vereadores* et les juges ordinaires étaient interdit de recevoir des « salaires », en leur retirant un privilège pratiqué depuis la création de la *câmara* et la fondation de Vila Boa. Ainsi, après 41 ans en recevant 200 *milréis* de rémunération annuelle, les officiers municipaux sont restés sans cet ancien privilège (AHU_ACL_CU_008, Cx. 37, D. 2316). Sur la réaction des officiers municipaux et leurs tentatives de rétablir le contrôle sur le budget de la *câmara*, voir notre étude: Fernando Lobo Lemes, *A oeste do império – Dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial: um estudo das relações de poder nas minas e capitania de Goiás (1770/1804)*. Dissertação de Mestrado, Goiânia, Universidade Federal de Goiás, 2005, p. 92-97.

⁸ Le mot *ville*, employé dans ce texte, a la prétention de désigner un rapport plus générique avec le caractère urbain des agglomérations humaines aux mines du Goiás. Nous préférons, d'autre part, nous abstenir de traduire le terme *vila* en fonction des dimensions particulières du mot dans le lexique urbain portugais du XVIII^e siècle. Sur ce sujet voir Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or – Pouvoirs et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIII^e siècle)*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian, 2003, p. 21.

⁹ Sur les descriptions et la vision des voyageurs européens sur Goiás voir Heliane Prudente Nunes, *Memória da Ocupação e Colonização de Goiás na Primeira Metade do Século XIX: A Visão dos Viajantes Europeus*, Ciências Humanas em Revista, Goiânia, Universidade Federal de Goiás, vol. 3, p. 71-118, 1994; et Nars Chaul, *Caminhos de Goiás: da construção da decadência aos limites da modernidade*, op. cit., 1997.

¹⁰ Nous considérons ici que le fonctionnement des marchés d'outre-mer, soit transocéanien, soit les marchés internes ou régionaux, avaient comme références essentielles les règles qui guidaient le fonctionnement des sociétés d'Ancien Régime. C'est-à-dire qu'ils étaient caractérisés fondamentalement par l'interférence et l'influence de la politique sur le commerce. Nous sommes éloignés, donc, de la notion d'un marché autorégulé dont le fonctionnement serait déterminé par des règles ou des « lois » du marché capitaliste contemporain. À propos de ce sujet, voir l'étude de João Fragoso, *Mercados e negociantes imperiais: um ensaio sobre a economia do império português (séculos XVII-XIX)*, Curitiba, *História: Questões e Debates*, numéro 36, p. 99-127, 2002.

¹¹ Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or*. op. cit., p.17.

¹² Guy Martinière, *A implantação das estruturas de Portugal na América (1620-1750)*. In: Frédéric Mauro, *O Império Luso-Brasileiro (1620-1750)*, Lisboa, Estampa, 1991, p. 91-261. Il s'agit ici d'un concept utilisé pour expliquer les transformations profondes qui ont caractérisé l'Amérique portugaise pendant le XVIII^e siècle.

¹³ Circonscription administrative et militaire, ainsi que le territoire de juridiction du gouverneur.

¹⁴ Luiz Palacin, *O século do ouro em Goiás...*, op. cit., p. 77.

¹⁵ AHU_ACL_CU_008, Cx. 38, D. 2395. Lettre du 28 juillet 1792 du gouverneur Tristão de Cunha Meneses, en envoyant au secrétaire d'État de la marine et de l'outre-mer Martinho de Melo e Castro une carte de la population de la capitainerie du Goiás.

¹⁶ Concernant les définitions des frontières d'Amérique portugaise voir Maria Fernanda Batista Bicalho, *Sertão de Estrelas. A Delimitação das Latitudes e das Fronteiras na América Portuguesa*. *Varia História*, Belo Horizonte, v. 21, 1999, p. 73-85.

¹⁷ Dans les domaines de l'outre-mer portugais, aux limites plus éloignées de leurs possessions, la culture qui se développait dans le nouveau sol était complexe, en dépassant les modèles d'une simple transposition institutionnelle et culturelle. Non seulement en fonction de la diversité des cultures originaires apportées par l'immigration, mais aussi parce qu'ont apparus d'autres, produit de ces cultures originaires en conflit. Voir Helenilda Cavalcanti et Isabel Guillen, *Atravessando fronteiras: movimentos migratórios na história do Brasil*. In: Université de São Paulo (USP), *Revue Imaginário*, numéro 7, 2005, p. 1-4. Disponible en <<http://www.imaginario.com.br/artigo/revista/rev7.shtml>>. Accès le 03 avril 2007. Dans ce contexte, l'idée de la dernière frontière coloniale est utilisée ici avec l'intention de renforcer une condition et une spécificité de la région du Goiás, qui est caractérisée par l'éloignement d'autres centres urbains dans la géographie de la monarchie portugaise - soit de Lisbonne, au Portugal, soit du Rio de Janeiro, en Amérique.

¹⁸ Maria Fernanda Batista Bicalho, Cidades e elites coloniais – redes de poder e negociação. *Varia História*, Belo Horizonte, número 29, p. 17-38, 2003.

¹⁹ Notion de ville coloniale en tant qu'espace politique utilisée par Maria de Fátima Gouvêa, "Redes de poder na América Portuguesa – o caso dos homens bons do Rio de Janeiro, 1790-1822". *Revista Brasileira de História*, São Paulo, número 36, 1998, p. 299.

²⁰ Júnia Ferreira Furtado, *Homens de Negócios – A interiorização da metrópole e do comércio nas Minas setecentistas*, São Paulo, Hucitec, 1999, p. 199.

²¹ A. J. R. Russel-Wood, "Centrose periferias no mundo luso-brasileiro, 1500 – 1808", *Revista Brasileira de História* [online], 1998, v. 18, no. 36, p. 187-250. Disponible en: http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso. Accès le 15 set. 2004.

²² Luiz Palacin, *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina em Goiás*, Goiânia, Editora Universidade Federal de Goiás, 1983, p. 56. Dans les zones d'exploitation de l'or, soit aux Minas Gerais, soit au Goiás et au Mato Grosso, les agglomérations humaines non-indépendantes ont pris le nom particulier d'*arraiais*. Le sens original du mot au Portugal indiquait l'existence d'un simple campement, mais dans les régions d'exploitation coloniale il a servi pour désigner les établissements réglementés et stables, de plusieurs dimensions, qui ne possédaient pas d'autonomie judiciaire ou administrative, en restant dépendants d'un *vila* ou d'une ville. Voir Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or*, *op. cit.*, p. 559.

²³ Luiz Palacin, *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina em Goiás*, *op. cit.*, p. 56.

²⁴ Luis Antônio da Silva de Souza, Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz (texte de 1849). In: José Mendonça Teles, *Vida e Obra de Silva e Souza*, Goiânia, Editora da Universidade Federal de Goiás, 1998, p. 84.

²⁵ Malgré la nomination de juges ordinaires et d'autres officiers et auxiliaires, comme il est arrivé dans les mines du Goiás avant la création de la première *vila*, les *judgados*, dans les régions de l'outre-mer, restaient comme des circonscriptions avec autonomie judiciaire incomplète, localisés à l'intérieur du territoire des *concelhos*. Ils ne constituaient pas un vrai corps municipal, en étant, donc, dépourvus d'autonomie administrative. Voir Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or*, *op. cit.*, p. 562.

²⁶ Luiz Palacin, *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina em Goiás*, *op. cit.*, 1983, p. 56.

²⁷ Cláudia Damasceno Fonseca, *Des Terres aux Villes de l'Or*, *op. cit.*, p. 21-22.

²⁸ Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme...*, *op. cit.*, v. 1, p. 443.

²⁹ *Ibid.*, p. 223.

³⁰ « Ces villes s'accrochent donc les unes aux autres en se partageant les tâches, forment des réseaux, occupant des plans superposés, constituent une pyramide. Elles impliquent en leur centre, ou à leur sommet, une ville dominante, plus lourde et impérieuse que les autres, liée à elles ». Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme...*, *op. cit.*, v. 3, p. 150.

³¹ Laurent Vidal propose un approche de l'histoire sociale des villes en termes de processus et de seuils qui présupposent une modification d'échelle, en substituant l'observation statique par l'étude dynamique des identités sociales et spatiales en constitution, ce qui, selon lui, exige l'adoption d'une attitude prudente concernant les sources disponibles. Le raisonnement employé ici dialogue avec cette approche de l'histoire des villes. Voir Laurent Vidal, Os trilhos da história do Brasil urbano, Lisboa, *Ler História*, número 48, 2005, p. 75-85.

³² AHU_ACL_CU_008, Cx. 36, D. 2198.

³³ *Idem.*

³⁴ *Idem.*

³⁵ *Idem.*

³⁶ *Idem.*

³⁷ *Idem.*

³⁸ *Idem.*

³⁹ Sur le sens du mot *almotaçaria*, Magnus Roberto Pereira nous informe qu'il a été utilisé, depuis la période médiévale, soit dans le sens général soit au sens particulier, pour désigner l'institution ou ses attributions et les activités quotidiennes de l'*almotacé* et, plus tard, de la *câmara* par rapport l'approvisionnement des villes. *Almotaçar* correspondait à surveiller le commerce, en garantissant que tous pouvaient profiter des aliments trouvés dans le marché, en rationnant ou en fixant un prix lorsque nécessaire. C'est ce sens là qui est arrivé jusqu'au XIX^e siècle, quand l'*almotaçaria* était considérée comme toute espèce ou type de fixation des prix. Sur ce sujet voir Magnus Roberto de Mello Pereira, Considerações sobre o direito de almotaçaria nas cidades de Portugal e suas colônias. *Revista Brasileira de História*, São Paulo, número 42, 2001, p. 365-395.

⁴⁰ Le mot *almotacé* nous semble suffisamment rare, en étant conséquence d'une adaptation pour la langue portugaise du nom original en arabe. Le nom aurait été latinisé, au Brésil, pendant le XIX^e siècle. Voir Magnus Roberto de Mello Pereira, Considerações sobre o direito de almotaçaria..., *op. cit.*, p. 392.

⁴¹ *Idem.*

⁴² Magnus Roberto de Mello Pereira, Considerações sobre o direito de almotaçaria..., *op. cit.*, p. 378.

⁴³ Dans ce long parcours, en arrivant à la seconde moitié du XVIII^e siècle, nous assistons à la démonstration d'une vitalité persistante de l'*almotaçaria*, dans le royaume et dans les colonies, en atteignant la première moitié du XIX^e

siècle, quand les *câmaras*, au Brésil et même au Portugal du libéralisme, utilisaient le droit d'*almoçaria* de la même façon que bien des siècles auparavant. Magnus Roberto de Mello Pereira, *Considerações sobre o direito de almoçaria...*, *op. cit.*, p. 381.

⁴⁴ *Ordenações Filipinas, Livre I, Titre LXVIII, paragraphes 1-42*. In: *Reproduction « fac-simile » de l'édition de Cândido Mendes de Almeida, Rio de Janeiro, 1870*. Lisbonne, Fondation Calouste Gulbenkian, 1990.

⁴⁵ Les sept *julgados* du nord étaient les suivants: Porto Real, Natividade, Conceição do Norte, Arraias, São Félix, Cavalcante et Traíras. Les sept du sud: Crixás, Pilar de Goiás, Meia Ponte, Santa Luzia, Santa Cruz, Araxá et Desemboque. Voir Leandro Mendes Rocha (dir.), *Atlas Histórico: Goiás Pré-Colonial e Colonial*, Goiânia, Cecab, 2001.

⁴⁶ *Idem*.

⁴⁷ Magnus Roberto de Mello Pereira, *Considerações sobre o direito de almoçaria...*, *op. cit.*, p. 377.

⁴⁸ Mesure utilisé pour définir la valeur de l'or dans les mines du Goiás. Une « oitava » de l'or correspondait, à l'époque, à 3,686 grammes, soit la huitième partie d'une « onça ».

⁴⁹ *Livro de Registro do Senado da Câmara* (Dorénavant LRSC), 1792, fls. 71-71v.

⁵⁰ LRSC, 1793, fl. 88.

⁵¹ AHU_ACL_CU_008, Cx. 36, D. 2198.

⁵² LRSC, 1793, fl. 97 v.

⁵³ LRSC, 1792, fl. 72.

⁵⁴ *Ordenações Filipinas, Livre I, Titre LXV, paragraphe 73*.

⁵⁵ LRSC, 1793, fl. 84v.

⁵⁶ *Ibid*, fl. 85.

⁵⁷ LRSC, 1793, fl. 98v.

⁵⁸ LRSC, 1792, fl. 78.

⁵⁹ Magnus Roberto de Mello Pereira, *Considerações sobre o direito de almoçaria...*, *op. cit.*, p. 389.

⁶⁰ D'après Maria de Fátima Gouvêa une partie du bétail pour l'approvisionnement de la ville du Rio de Janeiro était produit au Goiás. Cf. Maria de Fátima Silva Gouvêa, *Poder, Autoridade e o Senado de Câmara do Rio de Janeiro, 1780-1820, Revista Tempo*, Rio de Janeiro, numéro 13, 2000, p. 138.

⁶¹ Maria de Fátima Silva Gouvêa, *Poder, Autoridade e o Senado de Câmara ...*, *op. cit.*, p. 135.

⁶² LRSC, 1793, fl. 103 v.

⁶³ LRSC, 1793, fl. 98.

⁶⁴ LRSC, 1794, fl. 131 v.

⁶⁵ Nuno Gonçalves Monteiro, *Os concelhos e as comunidades*. In: Antônio Manuel Hespanha (dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne, Estampa, v. 4, 1993, p. 323.

⁶⁶ LRSC, 1794, fl. 133 v.

⁶⁷ Domingos Vandelli (1730-1815), Italien, a été le première *lente* de chimie et d'histoire naturelle à l'Université de Coimbra après les réformes pombalines, en étant un des stimulateurs de la création de l'Académie royale des Sciences de Lisbonne en 1779. Cf. C. P. da Silva e M. M. Lopes, *O ouro sob as Luzes: a 'arte' de minerar no discurso do naturalista João da Silva Feijó (1760-1824)*, *História, Ciências, Saúde*, Rio de Janeiro, v. 11, numéro 3, 2004, p. 731-750.

⁶⁸ AHU_ACL_CU_008, Cx. 43, D. 2596.

⁶⁹ Nuno Gonçalves Monteiro, *Os concelhos e as comunidades...*, *op. cit.*, p. 322-323.

⁷⁰ A. J. R. Russel-Wood, *Centrose periferias no mundo luso-brasileiro...*, *op. cit.*, p. 22.

⁷¹ Luiz Palacin, *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina...*, *op. cit.*, p. 61.

⁷² Nuno Gonçalves Monteiro, *Os concelhos e as comunidades...*, *op. cit.*, p. 323.

Références

Almeida CM 1990. *Ordenações Filipinas, Livre I, Titre LXVIII, paragraphes 1-42*. In *Reproduction « fac-simile » de l'édition*, Rio de Janeiro, 1870. Lisbonne, Fondation Calouste Gulbenkian.

Bicalho MFB 1999. *Sertão de Estrelas. A Delimitação das Latitudes e das Fronteiras na América Portuguesa*. *Varia História*, Belo Horizonte, 21:73-85.

Bicalho MFB 2003. *Cidades e elites coloniais – redes de poder e negociação*. *Varia História*, Belo Horizonte, 29:17-38.

Braudel F 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècle, Le temps du Monde*. Paris, Armand Colin, vol. 3.

Cavalcanti H, Guillen I 2005. Atravessando fronteiras: movimentos migratórios na história do Brasil. In Université de São Paulo (USP), *Revue Imaginario*, 7:1-4. [cited 2007 abr 03]. Available from: <http://www.imaginario.com.br/artigo/revista/rev7.shtml>.

Chaul N 1997. *Caminhos de Goiás : da construção da decadência aos limites da modernidade*, Goiânia, Cegraf.

Fonseca CD 2003. *Des Terres aux Villes de l'Or – Pouvoirs et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIII^e siècle)*, Paris, Fondation Calouste Gulbenkian.

Fragoso J 2002. Mercados e negociantes imperiais: um ensaio sobre a economia do império português (séculos XVII-XIX), Curitiba. *História: Questões e Debates*, 36:99-127.

Furtado JF 1999. *Homens de Negócios – A interiorização da metrópole e do comércio nas Minas setecentistas*, São Paulo, Hucitec.

Gouvêa MF 1998. Redes de poder na América Portuguesa – o caso dos homens bons do Rio de Janeiro, 1790-1822. *Revista Brasileira de História*, São Paulo, 36.

Gouvêa MF 2000. Poder, Autoridade e o Senado de Câmara do Rio de Janeiro, 1780-1820. *Revista Tempo*, Rio de Janeiro, 13.

Lemes FL 2005. *A oeste do império – Dinâmica da câmara municipal na última periferia colonial : um estudo das relações de poder nas minas e capitania de Goiás (1770/1804)*, Dissertação de Mestrado, Goiânia, Universidade Federal de Goiás.

Martinière Guy 1991. A implantação das estruturas de Portugal na América (1620-1750). In F Mauro, *O Império Luso-Brasileiro (1620-1750)*, Lisboa, Estampa, p. 91-261.

Monteiro NG 1993. Os concelhos e as comunidades. In AM Hespanha (dir.), *História de Portugal – O Antigo Regime (1620-1807)*, Lisbonne, Estampa, v. 4.

Nunes HP 1994. Memória da Ocupação e Colonização de Goiás na Primeira Metade do Século XIX: A Visão dos Viajantes Europeus. *Ciências Humanas em Revista*, Goiânia, Universidade Federal de Goiás, 3:71-118.

Palacin L 1983. *Subversão e corrupção: um estudo da administração pombalina em Goiás*, Goiânia, Editora Universidade Federal de Goiás.

Pereira MRM 2001. Considerações sobre o direito de almotaçaria nas cidades de Portugal e suas colônias. *Revista Brasileira de História*, São Paulo, 42:365-395.

Rocha LM 2001. *Atlas Histórico: Goiás Pré-Colonial e Colonial*, Goiânia, Cecab.

Russel-Wood AJR 1998. Centrose periferias no mundo luso-brasileiro, 1500 – 1808. *Revista Brasileira de História* [online], 18(36):187-250. [cited 2004 sep 15]. Available from: http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-01881998000200010&lng=en&nrm=iso.

Silva CP, Lopes MM 2004. O ouro sob as Luzes: a ‘arte’ de minerar no discurso do naturalista João da Silva Feijó (1760-1824). *História, Ciências, Saúde*, Rio de Janeiro, 11(3):731-750.

Souza LAS 1998. Memória sobre o descobrimento, governo, população e cousas mais notáveis da Capitania de Goyaz (texto de 1849). In JM Teles, *Vida e Obra de Silva e Souza*, Goiânia, Editora da Universidade Federal de Goiás.

Vidal L 2005. Os trilhos da história do Brasil urbano. *Ler História*, Lisboa, 48:75-85.

Vidal L 2007. Sous le masque du colonial - Naissances et « décadence » d'une vila dans le Brésil moderne: Vila Boa de Goiás au XVIII^e siècle. In *Annales HSS*, mai/jun 3:577-606.